

# L'Urssaf, l'organisme qui tue le travail en France



Notre économie se porte mal. Les emplois partent à l'étranger, le travail au noir prolifère, 8 entreprises sur 10 sont découragées et ferment, et les chômeurs de plus en plus nombreux sont désespérés de ne pas trouver d'emplois, aggravant la morosité ambiante et la haine du système qui nous conduit à une exaspération de la guerre civile qui a déjà commencé.

La faute à qui ? À l'Urssaf, l'organisme qui tue le travail en France.

À peine une entreprise ouvre-t-elle qu'avant même qu'elle gagne un tant soit peu d'argent les vautours de l'Urssaf s'abattent sur elle, lui réclamant des milliers ou des dizaines de milliers d'euros. Le peu d'argent qui doit servir à lancer la production s'évanouit dans les caisses de l'organisme d'où il ne tarde pas d'ailleurs à disparaître on ne sait trop où. En règle générale, les impôts doivent se faire sur les bénéfices *déjà* perçus. Pour l'Urssaf, les cotisations se font sur l'argent qui *pourrait* être gagné, selon les estimations personnelles de ces mêmes vautours. C'est ahurissant.

Cela rapporterait beaucoup à Macron de détruire ce *travailcide* : les entreprises ne craindraient plus

d'embaucher, celles qui ferment ne fermentaient plus, le chômage diminuerait ce qui permettrait à l'État de ne plus payer d'indemnités aux chômeurs et au contraire de prélever de nouvelles cotisations, et la consommation relancerait la production ce qui rapporterait aussi des impôts. D'un cercle vicieux on passerait alors à un cercle vertueux.

Le crédit qui se porte mal du fait que les gens ne peuvent plus se permettre de consommer repartirait, rétablissant les banques qui meurent.

On pourrait, comme au Portugal, exonérer d'impôts les nouvelles entreprises durant cinq ans, quitte à les sanctionner si au bout de ce délai elles éprouvaient le désir de se délocaliser.

Mais monsieur Macron veut de l'argent *tout de suite, quel qu'en soit le prix*. L'avenir de notre pays ne le concerne point, pas plus que le voile, a-t-il dit. Monsieur Macron, dont la politique a ruiné les petits épargnants et les classes moyennes par des impôts et taxes toujours plus élevés (il y a en France plus de 200 impôts de toutes sortes), vise maintenant, afin de renflouer les banques en détresse, le peu d'argent qu'on a en banque, et même les petits biens immobiliers qui ne tarderont pas à être saisis, c'est prévu et annoncé. Comme il a été annoncé depuis des années et adopté par la Commission européenne que les États européens ont le droit de piquer les dépôts des clients pour le renflouement des banques en faillite.

La seule chose que nous puissions espérer, c'est que la révolution va renverser cet Urssaf mortifère.

**Louise Guersan**